

* João Bernardo :

Après le marxisme, le déluge ? (1991)

La gauche bureaucratique a récemment découvert que le marxisme-léninisme n'était pas le meilleur moyen de conquérir et de conserver le pouvoir d'État. La linéarité politique des classes dirigeantes présuppose un continuum gauche-droite ; la raison d'exister de l'un des «camps» ayant disparu, le marxisme orthodoxe s'est converti au néolibéralisme de droite, qui apparaît aujourd'hui comme la seule forme viable d'exercice du pouvoir. Mais ceci n'est qu'un des aspects de la crise du marxisme qui, en elle-même n'aurait pas suffi à le conduire à la faillite.

En même temps qu'il renforçait le pouvoir d'une partie des classes dirigeantes, le marxisme a également fourni à la classe ouvrière un cadre de lutte pour se battre contre l'exploitation permanente qu'elle subissait. Déjà, en 1918, les premières résistances d'extrême gauche face à la bureaucratization de la révolution russe étaient apparues au sein du marxisme et, jusqu'à une période récente, toutes les offensives majeures contre le capitalisme d'Etat puisèrent dans le marxisme radical. Même en Pologne, en 1980 et 1981, le mouvement Solidarnosc, malgré sa forte composante catholique, reprit à son compte la référence mythique de la révolution d'Octobre. Le choc régulier des hétérodoxies contre les orthodoxies put ébranler certaines institutions et certains courants idéologiques au sein du marxisme, mais il renforça en même temps la vitalité du cadre doctrinal général. De la même manière, les conflits internes au sein du christianisme ont toujours procuré une nouvelle force à la doctrine chrétienne.

La faillite du marxisme est devenue double – et décisive – lorsque la classe ouvrière des pays de l'Est l'a abandonné en tant que cadre idéologique. Les doctrines sont tellement peu autonomes qu'elles ne se détruisent pas sur un plan idéologique, mais sur un plan pratique. Les hétérodoxes ont montré que les orthodoxies marxistes n'étaient pas révolutionnaires parce qu'elles contribuaient à préserver les rapports sociaux capitalistes. Les événements de ces dernières années ont révélé que, même en tant que réformisme, le marxisme orthodoxe ne pouvait plus exercer de rôle dominant et que les peuples de l'Est préféraient le réformisme occidental. Le «socialisme réel» a été détruit au nom du «capitalisme idéal».

Le marxisme profitera-t-il un tant soit peu de cette faillite généralisée ?

L'ensemble des thèses de Karl Marx peuvent être analysées selon de nombreuses perspectives. J'en distinguerai ici trois. La première résulte de la prétention du socialisme marxiste à atteindre un statut scientifique ; la deuxième concerne la façon dont le marxisme comprenait les conséquences politiques de la concentration du capital ; et la troisième provient de l'analyse du capitalisme en tant que processus d'exploitation.

- 1 -

Le socialisme scientifique a totalement échoué à l'épreuve de l'histoire, parce qu'il prévoyait de triompher alors qu'il a fini par s'effondrer. Mais cet argument est trop simple et surtout insuffisant. L'échec du socialisme scientifique ne date pas d'aujourd'hui et ceux qui se consacrent à sa diffusion pédagogique sont particulièrement bien placés pour comprendre cette faillite.

1.1. En 1845, Marx acheva l'écriture d'un texte («*ad Feuerbach*») qu'Engels devait rendre célèbre, lors de sa publication à titre posthume, sous le titre des *Thèses sur Feuerbach*, et qui se termine par cette phrase : «*Les philosophes, jusqu'à présent, n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses façons ; il s'agit désormais de le transformer.*» Excellente intention ! Selon cette affirmation, les philosophes

allaient quitter leur tour d'ivoire, cesser d'être de simples idéologues et participer à la transformation matérielle du monde.

Cependant, en développant son œuvre, Marx changea radicalement le sens de cette thèse en remplaçant «**les philosophes**» par «**la philosophie**». Le philosophe oublia ses intentions initiales d'abandonner son piédestal et de participer à l'activité matérielle générique. Il commença à placer la nouvelle philosophie sur un piédestal encore plus élevé, en lui confiant la tâche de guider la transformation sociale. Ainsi apparut la conception du «socialisme scientifique». Ce «socialisme» allait invoquer les intérêts globaux de l'humanité future ; il serait «scientifique» parce qu'il résulterait du travail intellectuel du philosophe, de celui qui, en étudiant la société, la comprendrait. Si l'efficacité supposée de la connaissance le légitimait en tant que science, l'analyse des processus sociaux lui permettrait d'agir sur ces processus, et la pédagogie deviendrait le véhicule du pouvoir. D'où la conception marxiste du parti.

La pédagogie occupait une place centrale chez les marxistes. Elle apprenait à penser (les idées marxistes) pour apprendre à agir (à détruire le capitalisme). Dans ce cadre doctrinal, les grandes controverses sur le type de parti nécessaire portaient principalement sur les différentes manières d'articuler le contenu de l'enseignement (telle ou telle sélection des thèses de Marx) avec la forme de cet enseignement (la participation à une pratique qui permettrait de clarifier les idées apprises). L'éventail des options variait considérablement, mais toutes partageaient deux caractéristiques :

- une pédagogie exclusivement autoritaire, dans le cadre de laquelle une source unique de connaissance était confrontée à l'universalité de l'ignorance ;
- l'idée qu'une pratique efficace ne pourrait se développer qu'à partir d'un cadre idéologique antérieurement défini.

Ce type de conceptions dominait exclusivement dans les partis marxistes. Bien que le processus historique les ait amenés à ressembler à d'autres organisations politiques sous divers aspects, il ne faut pas pour autant les confondre. La droite conservatrice a toujours pratiqué un pragmatisme tellement extrême qu'il peut même passer pour une absence d'idéologie ; et la pédagogie à laquelle elle recourt inévitablement est seulement tacite. Toute réflexion ou tout enseignement explicites supposent des ruptures que veulent absolument éviter les courants politiques conservateurs. Quant à la droite radicale, à la matrice fasciste, elle s'opposa à toute systématisation doctrinale qui risquerait de limiter les intuitions du Chef. A plusieurs reprises, Mussolini affirma son hostilité à un cadre idéologique susceptible de l'empêcher d'agir avec souplesse et, dans l'Allemagne hitlérienne, le principe du Führer triompha du principe de l'État. Pour les partis fascistes, la pédagogie n'était pas doctrinale, mais exclusivement pratique, et elle se limitait à des rituels d'encadrement.

1.2 Telle une divinité, une philosophie est une abstraction et, dans la vie sociale, les abstractions prennent corps grâce à leurs représentants. L'idéologie marxiste s'est donc incarnée dans les idéologues marxistes. Les pédagogues [marxistes] connaissent bien les problèmes fondamentaux qui ont conduit à la faillite du «socialisme scientifique»: ils résultent de la relation entre l'idéologie et l'activité pratique.

Un individu ne pense pas la société globalement ; il ne réfléchit même pas à la totalité d'un groupe social, seulement à sa pratique particulière dans la société. La définition, apparemment objective, des objets extérieurs est le miroir dans lequel chacun de nous reflète sa propre pratique. Répartis entre des ensembles sociaux distincts et souvent contradictoires, les individus combinent des **croiances collectives**, fragmentées et dispersées, avec des **systèmes ordonnés** qui expriment leur individualité. Un individu ne trouve sa place que dans le système qu'il a élaboré. Et un groupe qui se rassemble autour de certaines positions n'intègre pas l'ensemble des totalités individuelles, seulement certains aspects des pratiques d'individus qui, pour ce qui concerne les autres aspects de leur vie, participent à des groupes différents. **Cette scission insurmontable a condamné le socialisme scientifique.**

En tant que pédagogue d'une doctrine, le parti marxiste a toujours prétendu s'adresser aux idées d'individus uniques. La hiérarchie du parti permettait au détenteur du savoir d'instruire les autres et, par conséquent, de les guider, en établissant une différence entre les créateurs des idées et ceux qui se bornaient à les expliquer. Mais puisque les partis étaient des corps sociaux, et non des individus, cette situation provoquait inévitablement une contradiction entre le système idéologique, auquel il fallait absolument faire référence, et les convictions du groupe, qui constituaient le cadre conceptuel quotidien.

D'où une dégénérescence dogmatique inévitable. L'idéologie formalisée n'était pas vécue et les convictions partagées restaient idéologiquement cachées. Le double caractère du discours était encore renforcé par un second type d'impossibilité structurelle qui condamnait le socialisme scientifique.

Il ne me semble pas que les idées soient davantage qu'une simple expression a posteriori. On peut affirmer qu'un individu est conscient de ce qu'il fait seulement s'il répète pour la énième fois cet acte ; mais, en tant qu'acte, celui-ci se déroule toujours dans des circonstances données ; comme celles-ci changent constamment, même dans l'activité la plus répétitive, les individus agissent sans avoir conscience de ce qu'ils font, dans toute l'ampleur de leurs actes.

Selon moi, **l'action est antérieure à la conscience** : cette thèse a constitué l'opinion dominante pendant des millénaires ; elle n'a été marginalisée par la conception opposée qu'à partir du milieu du XIX^e siècle. Jusque-là, dans la littérature centrée exclusivement sur l'action politique, les personnages poursuivaient une pratique totalement différente du cadre idéologique dans lequel elle avait été conçue. La dimension dramatique reposait sur le contraste entre la vérité de l'action et l'illusion de la conscience. Et la défaite finale du héros survenait parce qu'il comprenait trop tard que l'on ne pense pas ce que l'on fait. C'est précisément pourquoi l'on avait alors la sensation qu'il existait des forces historiques, ou des forces divines, **créatrices**.

Au milieu du XIX^e siècle, l'entrée des gestionnaires¹ sur la scène politique a bouleversé cet ensemble de convictions. Aucune classe ne règne en invoquant la force pure et la richesse sans les enrober d'autres justifications. Les familles aristocratiques, surtout les dynasties royales, ont fondé leur légitimité sur des références au charisme et à l'inspiration divine. Les régimes parlementaires de la bourgeoisie fondent leur légitimité sur la souveraineté populaire qui, en tant que délégation du droit d'intervention des citoyens, aboutit précisément à la perte de cette souveraineté. Et la position sociale occupée par la classe des gestionnaires, liée à leur contrôle des processus économiques, est légitimée par le mythe selon lequel ils maîtriseraient des connaissances techniques et scientifiques indispensables. Le savoir qui résulte du contrôle se présente sous la forme travestie d'un contrôle qui découlerait véritablement de la connaissance. A partir de ce moment-là, les conceptions littéraires se sont considérablement modifiées. Dans la littérature politique, la contradiction entre l'action et la pensée a disparu, confinée seulement aux romans policiers qui suivent la tradition de Dashiell Hammett et de Raymond Chandler, seuls ouvrages dans lesquels survit aujourd'hui la conception du drame qui a inspiré Sophocle et Shakespeare.

Ceux qui ont gouverné au nom du socialisme scientifique, en invoquant un droit résultant d'une prétendue compréhension historique des intérêts collectifs, se sont placés dans une situation similaire à celle des gestionnaires dans la sphère nord-américaine, qui réclament également l'introduction de la rationalité dans l'activité économique et sociale.

1.3. En tant qu'instrument du socialisme scientifique, le parti marxiste a été un paradoxe. Mais tous les paradoxes qui perdurent sont révélateurs. Parmi d'autres arguments, le socialisme scientifique a servi à justifier le pouvoir des gestionnaires. Cependant, précisément pour pouvoir durer et avoir une fonction sociale, il a trouvé sa raison d'être dans les raffinements successifs qui masquaient la contradiction entre

¹ Pour João Bernardo, il existe deux classes dirigeantes sous le capitalisme : les bourgeois et les gestionnaires, les seconds ayant progressivement supplanté et marginalisé les premiers (*NdT*).

le système idéologique auquel chacun devait se référer et les convictions orientant la pratique réelle du groupe. Cette contradiction a été l'un des aspects de la bureaucratisation des partis marxistes. La **confusion** entre le philosophe qui allait prendre part à la transformation du monde et la philosophie qui devait guider cette transformation a conduit à liquider la **distinction** entre les idées que l'on propageait et celles que l'on avait.

Cette hypocrisie, indispensable aux régimes marxistes, a amené les contestataires des pays de l'Est à s'inquiéter tellement des problèmes moraux que les observateurs occidentaux les ont confondus – à tort – avec des préoccupations religieuses.

Les idées que l'on était obligé d'invoquer publiquement ne correspondaient pas du tout à celles que l'on assumait en privé ; cette distorsion a permis à l'écrasante majorité des membres de la classe dirigeante de ces pays, lorsqu'il ont décidé de s'intégrer pleinement dans l'économie transnationale, d'adopter exclusivement les références idéologiques occidentales. Ils n'ont pas changé d'idées : ils se sont limités à laisser tomber une vieille peau superficielle et déjà sèche. **Dans cette perspective, il est difficile d'imaginer une faillite plus complète du marxisme.**

- 2 -

Le marxisme a également échoué sur une autre question cruciale : la confusion entre la concentration du capital et la centralisation politique.

2.1. Le mouvement de concentration du capital, correctement défini par Karl Marx, combine deux aspects :

– d'un côté, l'ensemble des capitalistes accumulent un volume croissant de plus-value, phénomène qui fonde la relation antagoniste entre exploités et exploités ;

– de l'autre, au sein même des classes dominantes, les plus grands capitalistes acquièrent un pouvoir croissant sur les autres exploités.

S'appuyant sur le développement de la concentration économique, les marxistes en ont déduit que la propriété allait être concentrée entre moins en moins de mains. L'appropriation privée des moyens de production deviendrait, d'une part, de plus en plus une **propriété**, et le pouvoir de ceux qui détenaient formellement les entreprises augmenterait ; d'autre part, cette appropriation deviendrait de plus en plus **privée**, tendant à réduire le nombre de propriétaires.

De ces mécanismes économiques et juridiques les marxistes ont déduit une évolution politique correspondante, qui devait aboutir à une centralisation du pouvoir entre un nombre décroissant de pôles. Kautsky privilégia le mouvement qui concentrait l'appropriation, affirmant que les États capitalistes avaient tendance à adopter un seul centre de gouvernement, et évoluaient vers un super impérialisme mondial.

Contre cette prédiction, au cours d'une polémique qui eut des répercussions historiques, Lénine souligna que la concentration de la propriété continuerait à se combiner avec son caractère privé et donc concurrentiel ; selon lui, les capitalistes ne pourraient jamais supprimer la forme contradictoire de leurs relations ; c'est pourquoi la centralisation politique à l'échelle mondiale laisserait toujours la place à plus d'un pôle dirigeant, et cette situation provoquerait nécessairement des guerres entre les puissances impérialistes. Quelles que soient les différences entre ces deux principaux représentants du marxisme au sein de la Deuxième et de la Troisième Internationales, ils étaient convaincus que la concentration du capital conduirait à une augmentation de la centralisation politique ; leur désaccord portait uniquement sur la portée ultime de cette centralisation.

2.2. Pendant plusieurs décennies, l'évolution politique a semblé confirmer cette thèse du marxisme.

L'intervention des gouvernements dans la vie économique s'est considérablement accrue, non pas parce que leurs dépenses occupaient une part croissante du produit intérieur brut jusqu'à la Première Guerre mondiale, mais parce qu'ils étaient les intermédiaires obligatoires entre les unités de production jouissant d'un degré de concentration du capital trop faible pour être constamment et systématiquement en contact direct les unes avec les autres. Toutes les entreprises n'étaient pas en mesure d'organiser immédiatement et d'entretenir les Conditions générales de production², c'est-à-dire ces infrastructures matérielles et sociales sans lesquelles il ne pourrait y avoir de système économique intégré. Représentant l'ensemble des entreprises et agissant comme un arbitre entre elles, l'appareil d'État classique exerça ces fonctions et joua un rôle primordial dans la concentration du capital. La croissance économique semblait être synonyme d'un renforcement de l'État central et du centralisme étatique.

Si on lit les écrits de Lénine durant les années 1917 et 1918, on s'aperçoit que, pour la plupart des dirigeants bolcheviks, la révolution russe devait prolonger ce mouvement de centralisation politique et élargir l'intervention de l'État dans l'économie. Le processus de concentration du capital entrerait ainsi dans une phase supérieure et, à travers l'appropriation unique par l'État, il centraliserait toute la vie politique et stimulerait de manière décisive la croissance économique. Il ne s'agissait pas d'une utopie. L'année 1929 plongea le monde entier dans une crise sans précédent, à l'exception de l'Union soviétique, où la mise en œuvre intégrale du centralisme le plus strict lui permit d'atteindre des taux de croissance spectaculaires.

En s'appuyant sur la doctrine du corporatisme, les classes capitalistes des autres pays essayèrent de s'inspirer du modèle de planification soviétique, tout en évitant de provoquer des convulsions sociales et en tentant de conserver le cadre de l'appropriation bourgeoise traditionnelle. Des versions fascistes du corporatisme s'imposèrent dans les sociétés où une rupture se produisit au sein des sphères dominantes pour préserver la situation économique. Ses versions démocratiques (le New Deal et le keynésianisme) purent être appliquées dans les pays où les classes dirigeantes réussirent à préserver une forte continuité sociale.

Au cours des années 1930 et pendant la Seconde Guerre mondiale, le marxisme orthodoxe conquiert une formidable hégémonie politique et idéologique. Les gouvernements rivaux l'imitèrent quand ils le pouvaient et les critiques qui démystifièrent le régime soviétique en le définissant comme une société d'exploitation accrue le présentèrent comme une préfiguration du futur capitalisme. À la lumière des faits, la relation entre concentration croissante du capital et centralisation politique semblait irréfutable.

2.3. Mais les faits ont évolué – et dans un sens très différent. Après la seconde guerre mondiale, la propriété formelle des moyens de production ne se concentra plus dans la sphère juridique et le pouvoir ne se centralisa plus dans la sphère politique.

La confusion entre concentration du capital et centralisation politique illustre la confusion entre rapports sociaux de production et systèmes juridiques de propriété, confusion qui caractérise le marxisme orthodoxe. Cette ambiguïté théorique réduit les capitalistes à la bourgeoisie, seule propriétaire formelle des moyens de production. La classe des gestionnaires, qui s'approprie collectivement le capital par l'intermédiaire du contrôle exercé sur certaines institutions, est ainsi gommée et confondue avec les travailleurs dans l'abstraction qu'incarne le Peuple.

Au départ, les gestionnaires participaient à l'administration des entreprises et entretenaient une relation de subordination hiérarchique avec les patrons propriétaires privés, c'est-à-dire les bourgeois. Avec le développement des sociétés par actions, le fractionnement croissant et la dispersion des titres de propriété s'intensifièrent jusqu'à ce que, dans la plupart des plus grandes entreprises, aucun actionnaire

² Ce concept a un sens particulier pour João Bernardo. Cf. l'Annexe 2 (*NdT*).

ne puisse plus être considéré comme un propriétaire de l'entreprise. Les actions sont en effet devenues l'une des formes de l'épargne à terme ; des groupes d'administrateurs possèdent en réalité chaque entreprise à travers le contrôle qu'ils exercent sur l'ensemble de son activité. Ainsi, dans le capitalisme occidental, au lieu de conduire à la concentration des formes traditionnelles de propriété, la concentration économique sur laquelle reposait l'hégémonie des gestionnaires entraîna au contraire la fragmentation et la dispersion de ces formes.

Dans les régimes de type soviétique, les gestionnaires s'approprièrent collectivement les moyens de production grâce au contrôle qu'ils exerçaient, en tant que classe sociale, sur l'appareil d'État. Dès les années 50, toutefois, les grandes entreprises, les groupes d'entreprises ou les régions évoluèrent vers une autonomie croissante, de telle sorte que la classe des gestionnaires accéléra le processus d'appropriation collective grâce à l'État central, mais aussi en s'appuyant sur des formes de pouvoir plus fragmentées et multicentriques.

Dans le capitalisme de type occidental, le processus d'appropriation collective mené par les gestionnaires n'est que secondairement passé par l'appareil d'État central. Mais, lorsque cela s'est produit, une multiplicité de pôles se sont formés. Les entreprises publiques sont rapidement devenues autonomes par rapport aux gouvernements et elles ont commencé à être gérées comme n'importe quelle entreprise privée ; désormais, la propriété collective des gestionnaires repose davantage sur le contrôle exercé sur les administrations que sur le contrôle exercé par le gouvernement central.

Tandis que ces mouvements se produisaient dans la sphère des grandes entreprises, dispersant la propriété formelle et répartissant l'appropriation effective entre de multiples centres, un processus convergent a refaçonné la sphère des petites et moyennes unités économiques. Le grand capital a cessé de s'approprier formellement les entités plus petites et il les a conservées dans un cadre juridiquement autonome, dissimulant ainsi une dépendance totale. Soit les petites et moyennes entreprises fonctionnent explicitement en tant que sous-traitantes des plus grandes ; soit elles sont placées dans une position équivalente à celle d'une sous-traitance au service de l'ensemble des grandes entreprises. A partir d'un certain point, ici encore, la concentration du capital a conduit à une fragmentation de la propriété.

Aujourd'hui, nous avons affaire à une multitude de grands pôles économiques, directement interconnectés dans un réseau polycentrique, entouré d'une multitude de petits pôles, tous issus du réseau principal.

2.4 Une évolution similaire s'est produite dans la sphère politique.

L'accroissement de la concentration du capital a permis aux principales unités économiques de s'interconnecter étroitement ; l'appareil d'Etat traditionnel a été relégué au second plan et l'ensemble des grandes entreprises s'est mis à assumer de plus en plus de fonctions économiques et politiques, au terme de deux processus conjugués. D'une part, les plus grandes entreprises ont créé directement des Conditions générales de production, dont certaines d'un nouveau type, ainsi que de nouvelles institutions de coordination économique et politique.

Mais, d'autre part, le champ du pouvoir des entreprises s'est surtout accru de façon furtive. De plus en plus d'institutions économiques, administratives et politiques apparues dans l'orbite de la sphère gouvernementale continuent à se présenter comme si elles émanaient des gouvernements : en réalité, elles ont été absorbées par la sphère du pouvoir direct des grandes entreprises. Ceux qui se fient uniquement aux étiquettes sont incapables de repérer ce processus.

Au cours de son développement, la concentration du capital a facilité le passage d'un système fondé sur l'intervention du gouvernement central à un autre système dans lequel les plus grandes entreprises, déjà capables de coordonner directement la vie économique et sociale, sont désormais le principal appareil de pouvoir, ces entreprises étant elles-mêmes interconnectées dans un réseau multipolaire. Ce

pouvoir possède des racines solides car il s'appuie sur une myriade de petites et moyennes entreprises, strictement dépendantes dans la sphère économique, mais autonomes sur le plan juridique de la propriété.

La crise actuelle de la gauche provient de l'extinction du modèle classique de l'Etat. La conquête et la gestion d'un appareil politique centralisé supposaient l'existence d'un parti monolithique, tourné vers un objectif unique et organisé intérieurement sous une forme hiérarchique et militaire. Ce type de parti a cessé de servir lorsque le pouvoir a commencé à reposer sur une multitude de centres principaux et s'est consolidé à travers de multiples centres secondaires, plus petits, dispersés et fragmentés.

Tel est le profil actuel de l'État et les analyses quantitatives ne peuvent être comprises qu'en fonction de ce nouveau cadre institutionnel. Au XIX^e siècle, lorsque l'intervention économique du gouvernement central était décisive, l'Etat ne mobilisait qu'un pourcentage infime du PIB ; son importance provenait du fait qu'il était le principal véhicule institutionnel facilitant les relations entre les entreprises. Aujourd'hui, alors qu'un nombre croissant d'entreprises publiques sont privatisées, il peut sembler paradoxal que la part des dépenses publiques dans le PIB ait, en moyenne, augmenté dans les pays de l'OCDE, passant de 31,5% en 1970 à 37% en 1979, et à 40% en 1989 [*elle était de 40,9% en 2015, NdT*]. Mais les deux tendances ne sont pas contradictoires et constituent les faces d'un même processus.

Dans de nombreux pays de l'OCDE, les salaires versés par le secteur public, les investissements publics dans les infrastructures, les dépenses publiques d'éducation et de logement et les subventions publiques ont diminué en pourcentage du PIB ; cela révèle la détérioration de la position économique de l'Etat central et la perte d'initiative dans la création des Conditions générales de production. L'augmentation relative des dépenses publiques a été facilitée par les transferts de revenus, c'est-à-dire les pensions de retraite et les allocations chômage, ainsi que le service de la dette publique, dépense qui montre précisément l'importance croissante du secteur privé³ dans l'économie. Les mêmes grandes entreprises qui contrôlent l'appareil d'Etat traditionnel (et le minent par le biais des privatisations) utilisent ce qui reste de cet appareil pour des activités qu'elles dirigent directement et dont elles profitent immédiatement.

2.5 La transnationalisation du capital a radicalement accéléré la désintégration de l'État classique et la constitution d'un réseau multicentrique de pôles de pouvoir, où l'hégémonie appartient directement aux plus grandes entreprises.

L'Etat traditionnel est le squelette de la nation et celle-ci constitue sa zone de pouvoir. Accorder le rôle principal à l'appareil d'État classique c'est réfléchir en termes strictement nationaux. L'internationalisme que professa en paroles la gauche marxiste ne peut être compris que dans le contexte de son nationalisme extrême *de facto*, puisqu'elle n'a jamais renoncé aux conceptions traditionnelles de l'État. Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, selon leur théorie officielle, les marxistes prétendaient être les seuls capables d'opérer une internationalisation bénéfique ; en effet, l'internationalisation, sous ses formes bourgeoises, ne pouvait être que reposer sur la concurrence et entraîner des guerres. La création et le développement d'institutions telles que l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, le GATT, etc., ont révélé l'échec pratique de cette thèse. Et encore plus lorsque ces institutions ont permis au capitalisme occidental de ruiner totalement le système soviétique.

Depuis lors, la capacité d'attraction des régimes marxistes a commencé à décliner. Ils l'ont perdue surtout à partir des années 1960, lorsqu'une autre forme de concentration mondiale du capital a acquis une importance fondamentale. Au lieu d'agglutiner les frontières et de rapprocher les gouvernements ou

³ Cette analyse se fonde sur les données présentées dans l'hebdomadaire britannique *The Economist*, le 10 août 1985, pp. 51-52 ; le 21 décembre 1985, p. 47 ; et le 2 mars 1991, p. 69.

les institutions qui en découlaient, cette nouvelle forme de concentration transcende au contraire les frontières nationales, tout en corrodant et dissolvant les appareils d'Etat traditionnels.

Du point de vue des principales firmes multinationales, une grande partie du commerce considéré comme externe par les statistiques officielles est en réalité interne. Au milieu des années 70, la moitié des transferts extérieurs mondiaux de biens et de services se déroulaient au sein de ces sociétés, entre leur siège et leurs filiales⁴. À l'heure actuelle, les échanges entre ces entreprises et leurs filiales à l'étranger représentent plus de la moitié des échanges totaux entre les pays de l'OCDE. Un tiers des exportations américaines vont vers des entreprises appartenant à des intérêts américains, mais situées à l'étranger ; un autre tiers est constitué par des biens que les sociétés étrangères ayant des filiales aux États-Unis envoient dans les pays où elles ont leur siège.

Environ un cinquième des importations américaines proviennent d'entreprises établies à l'étranger, mais détenues par des firmes américaines ; et un tiers est constitué de biens acquis par des sociétés localisées aux États-Unis mais de propriété étrangère, et qui sont achetés dans les pays où elles ont leur siège. Il est encore plus intéressant de constater que le total des ventes des sociétés américaines à des sociétés étrangères a été cinq fois supérieur à la valeur habituellement attribuée aux exportations américaines ; et onze des douze plus grands pays de l'OCDE vendent davantage aux États-Unis (par l'intermédiaire de leurs filiales situées dans ces pays) que par le biais de leurs exportations⁵. En ce qui concerne les entreprises japonaises, elles réalisent plus de 70% de leur activité commerciale à l'intérieur des États-Unis⁶.

Cela ne veut pas simplement dire que les firmes multinationales sont devenues le principal organisme économique. Cela signifie avant tout que leur action ignore les frontières et que les pouvoirs traditionnels de l'État ne ripostent pas à cette action et ne la freinent pas. Les multinationales ont atteint une capacité d'accumulation et de transferts financiers qui empêche pratiquement n'importe quel gouvernement de mener sa propre politique monétaire. Quand elles investissent, elles passent au-dessus des barrières protectionnistes et elles sont en mesure, au sein de chaque pays, d'attirer plus de capitaux nationaux que les centres économiques et politiques autochtones. Quand elles jouent le rôle de créancières, elles parviennent à contrôler les gouvernements hostiles à leur pénétration en tant qu'entreprises productrices. Grâce à cet ensemble de facteurs, les firmes multinationales peuvent désormais mener leur propre stratégie, indépendamment des gouvernements, à la fois dans les pays où elles établissent leurs filiales et dans ceux où elles ont leur siège.

2.6 À une époque où les frontières ne servent plus à délimiter des espaces économiques ou des souverainetés politiques complètes, comment est-il possible que renaissent des mouvements d'indépendance nationale ?

⁴ Selon G. K. Helleiner cité dans W. M. Scammell, *The International Economy since 1945*, Macmillan, 1980, p. 160.

⁵ Telles sont les conclusions tirées par Julius De Anne, économiste en chef de la Royal Dutch-Shell, dans un livre publié en 1990 par le Royal Institute of International Affairs, *Global Companies and Public Policy*, et cité dans *The Economist* du 23 juin 1990, p. 69 et du 30 mars 1991, p. 61. De son côté, Dennis Encarnation, de la Harvard Business School, dans son livre *Rivals beyond Trade: America versus Japan in Global Competition*, publié en 1992, estime que le commerce au sein des multinationales représente plus des deux cinquièmes des importations totales des États-Unis et plus du tiers de ses exportations totales ; voir à cet égard *The Economist*, 13 juin 1992, p. 71.

⁶ Selon Robert Lawrence, économiste à la Brookings Institution de Washington, cité dans *The Economist*, 17 février 1990, p. 22

Il convient de noter tout d'abord que le radicalisme islamique, si souvent considéré en Occident comme nationaliste, est en fait **transnational** et vise à unifier la communauté des croyants sur leurs propres valeurs, indépendamment des divisions qui existent entre les pays.

Deuxièmement, les divisions nationales qui ensanglantent aujourd'hui la Yougoslavie⁷, ont mis fin à l'Union soviétique, ont scindé l'ancienne Tchécoslovaquie⁸ et minent la Roumanie et la Bulgarie ne peuvent être comprises qu'en adoptant une perspective beaucoup plus large. L'attractivité de la zone de prospérité constituée par la Communauté économique européenne signifie que, face à la crise de l'ancien espace supranational situé à l'est, les anciennes composantes du bloc soviétique se font concurrence pour voir quel régime peut se connecter à l'Europe occidentale dans les conditions les plus favorables pour lui. Dans ces cas, la quête d'indépendance correspond au passage d'une forme de supranationalité à une autre. Cela nous rappelle ce qui s'est passé il y a quelques décennies au moment où les peuples colonisés ont accédé à l'indépendance : beaucoup ont cru que ce processus démontrait l'importance du nationalisme et des appareils d'Etat traditionnels, mais en réalité il a révélé le contraire : l'internationalisation du capital entre les métropoles a dissous les blocs que chacune d'elles constituait avec ses colonies ; et la fragmentation des anciens espaces coloniaux en une multitude de pays non viables a enlevé tout sens au caractère national de leurs institutions. Le processus par lequel le capital transnational s'empare d'une région dans les conditions qui lui sont le plus favorables peut conduire, entre autres, à la fragmenter en plusieurs nations.

Je pense que les mouvements nationalistes n'empêchent pas, et facilitent même, la transnationalisation du capital. Par contre, j'ignore pourquoi ce processus débouche, dans certains cas, sur la fragmentation entre plusieurs nations, plutôt que sur des formes plus directes. Compte tenu du rôle décisif de la classe ouvrière dans le soutien aux mouvements d'indépendance nationale, peut-être l'internationalisation des capitalistes et la fragmentation nationale des travailleurs ont-elles permis aux classes dirigeantes dans le monde de renforcer leur cohésion en s'appuyant sur la faiblesse des divisions au sein des classes exploitées. Cette hypothèse confirmerait la relation étroite entre transnationalisation du capital et processus d'exploitation.

Une grande partie de mes propos sur la transnationalisation peuvent sembler faire écho aux thèses de «l'école de l'interdépendance», principalement représentée par Robert O. Keohane⁹ et Joseph S. Nye. Ces auteurs analysent cependant les institutions du pouvoir dans les différents pays en fonction de leurs relations en matière de politique étrangère. A mon avis, pourtant, les fondements du pouvoir sont

⁷ L'auteur fait allusion aux guerres de Yougoslavie qui ont duré dix ans, de 1991, date de l'écriture de ce texte, à 2001 et ont provoqué environ 150 000 morts dont deux tiers de civils, et les «déplacements» de quatre millions de personnes (NdT).

⁸ La séparation définitive entre la Tchéquie et la Slovaquie eut lieu le 31 décembre 1992, avec d'un côté la République tchèque, et de l'autre, la République slovaque (NdT).

⁹ Un seul livre de cet auteur a été traduit en français : *Après l'hégémonie*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2015. Joseph S. Nye (1937-), théoricien des relations internationales, universitaire soutenant le Parti démocrate, a occupé des postes sous Carter puis Clinton. Il préside le groupe nord-américain au sein de la Commission Trilatérale depuis 2009. C'est un partisan de l'interventionnisme américain tout comme l'universitaire Robert O. Keohane avec lequel il a écrit en 1972 un livre fondateur *Transnational Relations and World Politics & Power and Interdependence: World Politics in Transition* (cf. cette note de lecture : <https://graph-memes-invites-talk-shows.inaglobal.fr/idees/note-de-lecture/joseph-nye-et-robert-keohane/transnational-relations-and-world-politics-power-?print=1>). Robert O. Keohane (1941-) est un partisan de «l'institutionnalisme» néolibéral en matière de relations internationales tout comme son compère Nye (NdT).

internes, ils résultent de la division en classes sociales ; leur projection extérieure n'est qu'un corollaire du système interne.

Aujourd'hui, les grandes multinationales fusionnent les deux domaines où se posent les problèmes : le pouvoir politique et l'expansion économique. Nous ne pouvons comprendre leur **nouveauté** que si nous considérons que les institutions du pouvoir font avant tout partie des processus d'exploitation. Dans tous les pays où elles sont implantées, les multinationales constituent des systèmes de pouvoir ayant une base interne. Ce qui m'amène à aborder le troisième aspect du marxisme, l'analyse critique du capitalisme en tant que système d'extorsion de la plus-value.

- 3 -

Sur la question de la plus-value, on ne peut absolument pas parler de faillite du marxisme, puisqu'elle continue à fournir le seul cadre théorique dans lequel il est possible de mener une analyse critique des processus d'exploitation.

3.1 Sous le capitalisme, le travail n'est pas une relation entre une personne et un objet, mais entre des individus sous la forme d'une production de biens. Qu'il s'agisse de produits matériels ou de services, sous le capitalisme, les biens n'existent que parce qu'ils soutiennent des relations sociales. De plus, dans la mesure où ils soutiennent, successivement ou simultanément, plusieurs valeurs, les biens matériels et les services particuliers deviennent toujours immatériels et génériques.

Ce qui est commun aux différents processus de production n'est pas la production, mais le processus, fondé sur le temps. Le temps est la substance des relations sociales capitalistes. Par conséquent, on doit analyser les biens sous un seul angle : ils incorporent du temps de travail. Si l'on veut formuler une critique théorique de l'exploitation, il faut cesser de croire que les objets ont une réalité matérielle et que les services conduisent à des résultats particuliers ; et il faut adopter une autre perspective : les objets, les services et la force de travail incorporent tous les trois du temps de travail.

Le problème de la plus-value est le problème du temps. Ceux qui disposent de leur temps ne sont pas exploités. Les exploités ne disposent pas de leur temps tandis que les exploiters disposent du temps des autres.

En posant la question de cette manière, l'affirmation selon laquelle le temps est la substance des rapports sociaux capitalistes n'a rien d'abstrait. Être dépossédé de son temps, ou disposer du temps des autres, telles sont les deux situations les plus évidentes et les plus perceptibles dans la vie quotidienne de n'importe quelle entreprise. Aucun travailleur et aucun gestionnaire ne peuvent ignorer cette formulation.

La division en classes sociales résulte, en premier lieu, des différentes positions occupées dans le domaine de la disposition du temps. Si les valeurs sont des rapports sociaux et découlent donc de systèmes donnés d'utilisation du temps, les capitalistes se définissent par le **contrôle** qu'ils exercent sur le temps des autres. Nous ne pouvons comprendre les catégories de la **propriété** qu'en nous fondant sur cette catégorie **générique**. C'est pourquoi la classe des bourgeois et la classe des gestionnaires sont toutes deux capitalistes. Au-delà des différences entre les régimes d'appropriation des moyens de production, elles ont un point commun : le contrôle qu'elles exercent sur le temps des autres.

Inversement, la définition du travailleur productif (qui produit de la plus-value) n'a rien à voir avec la matérialité éventuelle du produit, ni avec les caractéristiques particulières de son activité. Est productive toute personne dont le travail s'inscrit dans un système d'organisation qui lui ôte tout contrôle sur son propre temps.

En ces termes, le capitalisme peut être compris comme un système en expansion permanente.

Premièrement, il permet une intensification croissante de l'exploitation. Toute activité a deux dimensions indissociables : musculaire et cérébrale. La technologie capitaliste a donc tellement profité

de la composante manuelle du travail que les progrès en ce domaine sont maintenant pratiquement épuisés. Récemment, le capitalisme a axé ses innovations sur l'exploitation de la composante intellectuelle du travail, ouvrant ainsi d'innombrables opportunités pour exploiter des formes d'activité de plus en plus complexes et, partant, accroître la plus-value relative.

En deuxième lieu, de nombreuses catégories professionnelles ont été prolétarisées. Auparavant, ces catégories étaient exclues du capitalisme, parce qu'elles étaient organisées sous des formes d'économie familiale, ou bien parce qu'elles s'intégraient aux professions dites libérales; ou alors, elles appartenaient aux couches inférieures des gestionnaires, comme le personnel de bureau. Dans les sociétés du capitalisme développé, l'organisation du travail dans ces catégories professionnelles a été profondément remodelée, et elle ne se distingue désormais en rien du système qui régit les secteurs ouvriers traditionnels. **Et c'est justement au moment où un nombre croissant de professions sont prolétarisées que les idéologues de la «société postmoderne» affirment que la classe ouvrière est une notion dépassée !**

Ainsi, parallèlement à l'intensification de l'exploitation des travailleurs les plus qualifiés, la classe ouvrière s'est élargie tant par le nombre de ses membres que par la diversité des métiers.

3.2 En dehors des heures qu'il passe dans l'entreprise, le travailleur reproduit sa propre force de travail et, éventuellement, collabore à la formation des futurs travailleurs. À partir du moment où le capitalisme a intégré les activités qui se déroulaient auparavant dans le cadre familial, il a également voulu tirer profit des loisirs. Et à une époque où le développement capitaliste repose sur l'exploitation croissante de la dimension intellectuelle du travail, le loisir est indispensable à la production ou à la reproduction des compétences nécessaires à l'exercice des formes d'activité plus complexes. La production de travailleurs doit être comprise comme une production de plus-value¹⁰; en ce sens, le capitalisme est un système fondamentalement totalitaire, qui régit la vie du travailleur 24 heures sur 24. Les néolibéraux présentent les loisirs comme une libération, alors qu'au contraire ils font partie des mécanismes qui renforcent l'exploitation.

Le capitalisme est d'autant plus totalitaire qu'il ignore la matérialité des objets et la spécificité des services consommés par les travailleurs. Les statistiques présentent le niveau de vie réel comme une relation entre une somme d'argent et un ensemble de biens donnés – et les syndicats défendent activement ce point de vue. Mais ce n'est qu'une illusion. Les travailleurs peuvent juger qu'ils consomment des produits et des services particuliers, mais les capitalistes savent qu'ils consomment seulement du temps de travail. Plus le capitalisme se développe, plus la productivité est grande, et moins de temps de travail est incorporé dans chaque bien. Cela permet aux travailleurs de consommer davantage en termes matériels, mais ils consomment moins en termes de valeur. Puisque la plus-value résulte du décalage entre la valeur que consomment les travailleurs et celle qu'ils sont capables d'incorporer dans le processus de production, la croissance de la productivité transforme l'abondance matérielle en une aggravation de l'exploitation. Les néo-libéraux présentent les opportunités de la consommation comme une libération alors que, au contraire, elles constituent l'un des mécanismes du renforcement de l'exploitation.

¹⁰ J'ai présenté la thèse selon laquelle la formation des travailleurs est une forme de production de plus-value dans les textes suivants: «O Proletariado como Produtor e como Produto» (Le prolétariat en tant que producteur et en tant que produit), *Revista de Economia Política*, 1985, V, 3 ; «A Produção de Si Mesmo», (La production de soi-même), *Educação em Revista*, 1989, IV, 9; *Economia dos Conflitos Sociais*, Cortez, 1991, pp. 79-101.

Contrairement aux prétentions néolibérales, le capitalisme est devenu de plus en plus asservissant et intensif. C'est un système structurellement totalitaire. Le totalitarisme le plus efficace n'est pas celui des sociétés retardataires, qui s'exerce au travers de formes de coercition extra-économiques, mais celui des sociétés les plus avancées, qui s'appuie sur les mécanismes mêmes de l'économie. Sur le plan théorique, bien sûr, je ne réduis pas l'oppression à l'exploitation mais nous devons élargir notre conception de la plus-value et, dans ce cadre, mettre au point une nouvelle théorie du pouvoir politique.

3.3 Le caractère totalitaire du capitalisme n'est pas un phénomène nouveau. Le postulat néo-libéral qui considère le totalitarisme comme un phénomène étranger à la tradition capitaliste est absolument erroné, notamment quand il l'explique par l'existence d'obstacles qui bloqueraient le développement économique normal. Au contraire, selon moi, le fascisme dispose des références démocratiques les plus légitimes. De ce point de vue, je distingue trois types de fascisme.

Un premier type de fascisme a prétendu réduire au minimum l'intervention populaire, en exaltant la continuité des aspects les plus conservateurs des régimes précédents. Cette stratégie a été défendue par le salazarisme au Portugal, le fascisme royal en Roumanie ou, en France, pendant la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement collaborationniste de Vichy.

Si nous prenons la Révolution française comme référence, ce type de fascisme s'inscrivait dans la continuité des composantes constitutionnalistes les plus modérées. Ces courants donnèrent naissance à des régimes censitaires, où la capacité électorale était réservée à ceux qui possédaient des biens ou touchaient des revenus supérieurs à un certain montant. Contrairement au jacobinisme qui, en instituant le caractère universel des élections, a dissous la population en une masse d'individus-électeurs, le régime censitaire ne remet pas explicitement en cause la tradition précapitaliste d'organisation en des corps professionnels. Pour cette raison, on peut établir un lien entre l'organisation corporative et les démocraties censitaires. Et comme les explosions populaires furent réduites au minimum sous ce type de fascisme, le rationalisme conservateur est resté son cadre idéologique.

Dans le **deuxième type de fascisme**, la participation populaire joua un rôle significatif, ce qui provoqua des ruptures considérables au sein des classes dominantes. Le régime de Mussolini nous offre l'exemple le plus connu, mais on doit également inclure dans cette catégorie le fascisme espagnol, le péronisme et, en France, la Collaboration parisienne pendant la Seconde Guerre mondiale.

Tout en continuant à considérer la Révolution française comme un paradigme, ce type de fascisme se présenta comme l'héritier immédiat du bonapartisme post-jacobin. Et de la même façon que Robespierre, à la fin de sa carrière, exerça une dictature personnelle et chercha, par-dessus les institutions existantes, à nouer une relation directe avec les masses en organisant de grandes mises en scène rituelles, de même Napoléon Bonaparte réussit à instaurer, sur la base solide de l'armée, un type de pouvoir que Robespierre n'avait pas réussi à instaurer parce qu'il avait seulement manipulé le cadre civil. La relation immédiate entre, d'un côté, un tyran qui détient l'initiative politique et, de l'autre, une plèbe qui l'acclame et le plébiscite prend sa source dans la tradition démocratique jacobine et s'oppose explicitement au parlementarisme.

Jusqu'à l'entre-deux-guerres, le parlementarisme n'assura que la représentation directe de l'élite des classes dirigeantes. Pour cette raison, s'opposer au régime parlementaire, c'était s'attaquer au conservatisme ploutocratique, comme le firent, d'un côté, les représentants d'une aristocratie qui subissait un déclin économique marqué ; et, de l'autre, des éléments et des groupes sociaux qui cherchaient à monter dans l'échelle sociale en s'appuyant sur les luttes des travailleurs. C'est dans ce contexte que l'on peut expliquer la confluence entre certaines forces d'extrême droite et d'extrême gauche, qui soutinrent systématiquement ce type de fascisme, après avoir acclamé ses précurseurs.

Dans la sphère idéologique, ce deuxième type de fascisme combinait l'irrationalisme avec un rationalisme conservateur d'orientation positiviste. Le rationalisme devait servir de cadre idéologique à

la masse de la population. Cependant, pour tous ceux qui échappaient à la norme, génies ou grands criminels, le rationalisme juridique lui-même ouvrait une exception à la folie, au domaine de l'irrationnel. Le fou destructeur, le criminel, devait être annihilé socialement. Le fou créateur, le génie, devait se libérer des obstacles qui conditionnaient les citoyens ordinaires ; et le cadre qui servit à ce type de fascisme pour expliquer la relation entre le Chef et les masses fut donc pensé en ces termes, grâce aux formulations juridiques bourgeoises. Le génie politique resterait au-dessus des règles, son intuition personnelle l'emporterait sur la raison générale et l'irrationalisme guiderait la masse indistincte de la plèbe.

Le **troisième type de fascisme** fut surtout représenté par l'hitlérisme et sous-estima l'aspect social des conflits, censés être résolus en termes raciaux.

Les hitlériens n'étaient pas des nationalistes et ils ne considéraient pas les Allemands comme une race supérieure. Hitler était un internationaliste nordique et sa «race supérieure» devait résulter d'une création future, à laquelle les peuples de l'Europe septentrionale ne serviraient que de base. C'est au sein de la SS, grâce à une sélection individuelle rigoureuse et au contrôle centralisé de tous les accouplements, que la race supérieure serait créée. Lorsque cela se produirait, l'ouest de l'Oder, qui marque les limites traditionnelles de l'expansion germanique vers l'est, jouirait d'un système capitaliste dans lequel les patrons et les travailleurs appartiendraient à la race dominante. À l'est de l'Oder, où vivait la race inférieure des sous-hommes, les Slaves, règnerait un esclavage d'État au service de la société capitaliste établie à l'ouest de l'Oder. L'ordre le plus complet régnerait alors. Dans la sphère du capitalisme, les conflits sociaux ne pourraient plus s'aggraver entre les patrons et les ouvriers, puisqu'ils seraient unis par une solidarité fondamentale liée à leur appartenance commune à la race supérieure ; les conflits sociaux ne pourraient pas non plus se généraliser dans la sphère où régnerait l'esclavage, parce que la race inférieure serait incapable de se révolter efficacement contre les individus supérieurs. Une telle vision explique pourquoi les hitlériens proposèrent de résoudre la question sociale en imposant une solution biologique. Mais pour que ce nouvel ordre puisse être établi, il fallait auparavant éliminer la race qu'ils jugeaient incapable d'avoir une pensée synthétique. Expulsés il y a deux mille ans de leur patrie originelle, les Juifs n'avaient réussi, selon les nazis, ni à reconstruire leur propre État, ni à s'intégrer dans des États étrangers. Leur condition de «peuple errant», selon Hitler, démontrait leur incapacité à s'adapter à l'ordre social. Pour les nazis, les Juifs formulaient des analyses et des critiques qui dissolvaient l'ordre social, et aucune synthèse ne pouvait donc être conçue avec ces individus. Par conséquent, tous ceux qui pratiquaient l'analyse critique, ou qui seulement s'engageaient dans cette direction, devaient être persécutés comme Juifs et tous les Juifs devaient être persécutés comme des éléments critiques.

Il m'a fallu décrire les principaux objectifs et hypothèses du racisme hitlérien parce que, après 1945, les idéologies dominantes ont tenté de le présenter de façon mystificatrice et de le dissimuler. Elles ont essayé de nous faire oublier que ce fascisme raciste avait trouvé dans les démocraties bourgeoises ses références les plus légitimes.

Le racisme européen s'est radicalement transformé lors de la transition entre la première et la seconde moitié du XIX^e siècle. Tant que le colonialisme était stimulé par le mercantilisme commercial, les notions d'exclusion et de supériorité ne conduisirent pas à une hiérarchie biologique entre les peuples. Cependant, lorsqu'il commença à occuper des territoires et à en transformer l'organisation sociale, parallèlement au règne du capitalisme industriel dans les métropoles, l'hégémonie économique fut présentée comme la manifestation d'une supériorité biologique. Les atrocités et les campagnes d'extermination pratiquées en Asie et surtout en Afrique par le capitalisme démocratique-parlementaire

dépassèrent de loin, sur le plan des horreurs commises et même de leur aspect systématique, les camps de concentration nazis et le génocide pratiqué contre les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale¹¹.

Les Sociétés de géographie, qui proliféraient à l'époque dans les capitales européennes, formèrent les piliers universitaires et politiques du nouveau racisme et de sa doctrine jumelle, la géopolitique. On peut observer le passage d'un type de racisme à un autre dans le travail de Darwin en comparant la première édition du *Journal de bord du Beagle* (1839), avec la première version de *La filiation de l'homme et la sélection liée au sexe* (1871). Mais si Darwin est devenu raciste au sens moderne du terme, il ne cessa jamais d'être un grand savant. Après avoir affirmé, dans le premier tiers de *La filiation de l'homme et la sélection liée au sexe*, que les peuples à la peau sombre étaient inférieurs aux Européens, censés être des individus supérieurs, dans le reste de cet ouvrage Darwin décrit seulement des différences d'aspect physique, et non de prétendues hiérarchies fondées sur des capacités intellectuelles différentes.

Nombre de ses disciples n'eurent pas le sérieux de leur maître. Francis Galton, qui souhaitait également mettre la nouvelle science au service de l'activité policière, fonda l'eugénisme dans le but d'orienter les mariages pour les générations à venir afin de créer une race humaine supérieure. Les disciples de Galton bénéficièrent d'un prestige considérable ; aux États-Unis, par exemple, ils exercèrent une influence décisive sur les politiques migratoires, notamment avec la promulgation en 1924 de la National Origins Quota Law (Loi sur les quotas fondés sur l'origine nationale). Cette loi visait à désavantager les Noirs face aux Blancs et, parmi ces derniers privilégiait les Nordiques par rapport aux «Latins».

Les thèses sur le «blanchiment de la race», populaires sous la Première République du Brésil [1889-1930] allaient dans le même sens. Les nazis ne firent que poursuivre ces pratiques en mobilisant les pouvoirs d'un État fortement centralisé, tandis que leurs prédécesseurs démocrates avaient mené la même politique en s'appuyant sur la pluralité des pouvoirs caractéristique des régimes parlementaires. Mais les différences de méthode ne modifièrent pas substantiellement les principes fondamentaux. Sur ce plan, les hitlériens, comme tous les autres fascistes, peuvent revendiquer la même légitimité que celle des démocraties capitalistes.

3.4 Le fascisme et les anciennes démocraties bourgeoises existèrent à une époque où l'appareil d'État classique exerçait des fonctions décisives. La concentration du capital a conduit à la réorganisation du système du pouvoir, qui repose aujourd'hui sur un réseau polycentrique. Les principaux pôles sont constitués par l'autorité directe des plus grandes entreprises et dans leur orbite s'activent une multitude d'unités économiques, petites et moyennes. Les néo-libéraux présentent ce nouveau cadre comme la condition des libertés politiques – et tel est le thème idéologique sous-jacent au renversement des régimes marxistes. Dans cette situation, envisager quel sera l'avenir de ce monde suppose de comprendre les mécanismes totalitaires des grandes entreprises, que j'appelle depuis des années l'État Elargi. Les théories concernant l'organisation des entreprises constituent en réalité les nouvelles théories constitutionnelles.

Le plus célèbre des manuels spécialisés de Paul A. Samuelson, *Economics*¹², du moins dans sa dixième édition [en 1976], illustre avec une ironie involontaire le principe général d'organisation de

¹¹ Cette affirmation est à mon avis erronée et tend à nier la spécificité du judéocide. Il existe toute une littérature à ce sujet qui ne peut évidemment être résumée en une simple note de bas de page. J'en profite pour rappeler que le fait de traduire les textes d'un auteur ou d'une organisation pour la revue *Ni patrie ni frontières* n'entraîne, de ma part, ni admiration béate ni défense inconditionnelle de leurs écrits. Ces traductions ont pour objectif de stimuler les discussions pas de propager une orthodoxie ou une ligne politiques (*NdT*).

l'État Elargi. Présentant de façon mystificatrice le fonctionnement du marché, le célèbre économiste affirme à plusieurs reprises qu'un dollar vaut un vote ; et, conformément à la misère de la pensée universitaire, il ne se penche même pas sur le fait que les plus grandes entreprises, capables d'accumuler un nombre infini de ces votes, possèdent donc un pouvoir politique illimité. Maintenant que les parlements sont réduits à l'insignifiance, règne, dans sa pureté, l'ancien principe du régime censitaire. Les prétendus «droits de l'homme» ne servent qu'à assurer le libre fonctionnement des mécanismes économiques.

Ce principe permet de comprendre le cadre général dans lequel s'inscrit le système capitaliste. Au cours de la dernière décennie, au sein de la théorie économique, est apparu une école qui postule la «rationalité des agents économiques». En un sens, ce courant réaffirme le thème idéologique fondamental de la classe des gestionnaires puisque ceux-ci invoquent un prétendu savoir scientifique pour justifier le contrôle qu'ils exercent sur les moyens de production et la société en général. Mais si on considère comme «rationnel» celui qui agit selon un modèle théorique, ceux qui adoptent un autre comportement et contestent ce modèle dans la pratique ne peuvent être définis que comme des individus «irrationnels». Et avant qu'ils prennent conscience de cette «déviation» et s'unissent avec d'autres pour organiser une opposition systématique, «l'irrationalité» est déjà traitée de manière appropriée par les hôpitaux psychiatriques ou par la psychanalyse. Ce type d'institutions et de pratiques s'est donc généralisé dans les sociétés les plus avancées, tant dans le cadre des entreprises que dans la vie sociale en général. Les démocraties modernes n'entendent pas procéder à l'internement psychiatrique d'une poignée de dissidents politiques, mais, avec l'aide des psychiatres et aux psychanalystes, elles empêchent que des formes embryonnaires de contestation se développent et créent une opposition cohérente et généralisée.

Ainsi définie, la «rationalité» s'incarne dans le fonctionnement même des entreprises, voire de l'habitat, qui surveille en permanence les êtres humains et s'efforce d'imposer les comportements requis. L'appareil répressif est de plus en plus intégré dans les unités économiques, au point que, au milieu des années 1980, 90% des 500 plus grandes entreprises américaines recouraient à des entreprises de sécurité privées. Celles-ci employaient alors plus d'un million de personnes, tandis que les membres des forces de police officielles ne représentaient qu'environ la moitié de ce chiffre ; et le coût total des polices privées s'élevait à 22 milliards de dollars par an, alors que seulement 14 milliards de dollars étaient consacrés à l'entretien des forces de police¹³. En 1990, les agents de sécurité privés représentaient 2,6% de la population active américaine, pourcentage qui a doublé en vingt ans¹⁴.

Dans le même temps, la composante répressive des opérations économiques normales s'est aggravée et la volonté d'obtenir un emploi salarié est devenue une raison suffisante pour accepter d'être soumis à des enquêtes de plus en plus minutieuses sur des questions de plus en plus générales. Au milieu des années 80, aux États-Unis, on estimait que les entreprises privées effectuaient, chaque année, 2 millions de tests à l'aide de détecteurs de mensonge, peut-être trois fois plus que dix ans plus tôt¹⁵. Les opinions politiques et syndicales font bien sûr l'objet de la curiosité des patrons, mais aussi les maladies, les préférences sexuelles, les activités choisies durant les loisirs, les habitudes apparemment les plus anodines, tout cela est devenu une raison de contrôler les salariés, et les services administratifs, commencent à posséder le profil complet de chaque travailleur.

¹² En français, deux versions différentes de ce livre ont été publiées : *L'Economique* [Armand Colin, 1983] et *Economie* [écrit avec W.D. Nordhaus, aux éditions Economica en 2000]. (NdT).

¹³ Selon *The Economist*, 5 janvier 1985, pp. 25-26.

¹⁴ Selon Jacques Decornoy, «Déficit budgétaire ou déficit social?», *Le Monde diplomatique*, novembre 1991, p. 9.

¹⁵ Selon *Newsweek*, 27 janvier 1986, p. 56-57.

L'électronique permet également de fusionner inexorablement la surveillance avec les opérations économiques courantes et même avec les gestes quotidiens de la vie urbaine. Cette nouvelle technologie permet d'orienter le processus de travail vers de nouveaux objectifs ; en même temps, elle intensifie considérablement le contrôle qu'exerce l'instrument de production sur le travailleur. Ceux qui utilisent un clavier électronique peuvent être placés sous la surveillance permanente de leur employeur. De plus, on généralise l'utilisation de caméras vidéo cachées, qui filment tous les gestes des travailleurs dans les entreprises et les déplacements des passants dans les bâtiments publics ou les couloirs de métro.

Quant aux cartes de paiement ou de crédit, elles permettent la constitution de bases de données qui enregistrent le profil complet de chaque utilisateur. Sears & Roebuck, par exemple, l'une des plus grandes sociétés américaines de vente au détail dont le chiffre d'affaires annuel dépasse les 50 milliards de dollars, dispose d'un système de fiches répertoriant toutes les transactions effectuées avec sa clientèle, soit plus de 68 millions de familles. Cette pratique est loin d'être unique. La base de données d'American Express contient des informations sur plus de 34 millions de détenteurs de ses cartes de crédit disséminés dans le monde entier, qui ont dépensé près de 100 milliards de dollars en 1989. Et comme des milliers de bases de données spécialisées sont vendues ou louées, toutes les grandes entreprises peuvent disposer de ces informations¹⁶.

Le nouveau système de pouvoir a considérablement modifié la sphère idéologique. Au début, les discours des entrepreneurs imitaient ceux des gouvernants. Un changement décisif s'est produit il y a quelques décennies lorsque les messages politiques de l'appareil d'État traditionnel et des vieux partis ont commencé à être présentés et diffusés comme des produits commerciaux. Ce processus est maintenant entré dans une phase supérieure puisqu'il reconnaît désormais une valeur immédiatement politique aux messages économiques émanant des entreprises. Aux États-Unis, en 1976, la Cour suprême fédérale a décidé que verser de l'argent pour des campagnes politiques relevait de la liberté d'expression garantie par le Premier Amendement ; par conséquent, limiter le montant des contributions électorales constituait une violation de ce droit. Deux ans plus tard, la Cour suprême appliqua explicitement cette décision aux contributions financières des entreprises pour les campagnes électorales, considérant qu'elles étaient directement protégées par le Premier Amendement¹⁷. Ainsi, les entreprises ont une personnalité juridique, mais aussi idéologique. Cela n'est-il pas une conséquence évidente du principe général de l'Etat Elargi, tel que l'a involontairement formulé Samuelson ? Si un dollar fonctionne comme un vote, si les institutions riches en dollars ont un pouvoir de décision dans le champ politique, si les «droits de l'homme» assurent le libre fonctionnement des mécanismes économiques, alors la «liberté d'expression» se confond avec la libre expression des entreprises.

Les sondages d'opinion, qui sont devenus un instrument de marketing, sont désormais des outils politiques. Vers 1930, les spécialistes des sondages de marché et les universitaires ont commencé à appliquer expérimentalement ces techniques pour obtenir des informations sur les opinions politiques. En 1935, les sondages d'opinion concernant des questions politiques et sociales sont devenus une pratique systématique aux États-Unis. Depuis cette période, le marketing politique a acquis une telle importance que, lorsque les sondages révèlent régulièrement une tendance différente de celle observée lors des dernières élections, les gouvernements sont soumis à des pressions énormes pour changer

¹⁶ Cf. Herbert I. Schiller, «Le citoyen sous le rouleau compresseur des firmes de la communication», *Le Monde diplomatique*, février 1991, pp. 26-27.

¹⁷ Sur ces décisions de la plus haute instance judiciaire des États-Unis, voir: *The Economist*, 19 février 1983, p. 36; *idem*, 11 août 1990, p. 39; Frank J. Sorauf, «Parties and Political Action Committees in American Politics», in Kay Lawson et Peter H. Merkl (dir.), *When Parties Fail. Emerging Alternative Organizations*, Princeton University Press, 1988, pp. 293-294.

d'orientation ou procéder à une nouvelle élection. Une nouvelle étape a été franchie dans ce processus lorsque les entreprises se sont mises à utiliser les sondages pour améliorer leur image publique et leur enracinement social. Ils sont devenus l'instrument de consultation démocratique de l'État Elargi.

3.5 Dans les systèmes centralisés, lorsque l'appareil d'État traditionnel constituait le véhicule indispensable pour relier entre elles les unités économiques et leur servir d'arbitre, les partis politiques cherchaient à s'emparer du pouvoir par des élections, ou un coup d'État. Au fur et à mesure que les grandes entreprises ont conquis directement l'hégémonie et que l'État est devenu un réseau polycentrique, l'augmentation de l'abstention électorale a révélé à quel point ces changements sont plus clairs pour les travailleurs que pour de nombreux experts et universitaires.

Dans un État fondé sur une multiplicité de grands centres de pouvoir, les conflits sociaux éclatent de façon dispersée et prennent des formes très diverses. Avec la mondialisation du capitalisme dans toutes les sphères de la vie, de nouveaux champs de lutte apparaissent. Cependant, si les travailleurs redéfinissent leurs actions revendicatives, les institutions capitalistes se modifient en même temps pour assimiler ces changements, ce qui renforce encore le caractère novateur du système étatique actuel. Dans la phase actuelle, face à la coordination supranationale de tous les grands centres du pouvoir, la classe exploitée a du mal à imaginer un lien quelconque entre les multiples fronts et lieux de lutte. Tant qu'elle n'y arrive pas, les capitalistes peuvent suspendre momentanément leurs initiatives et leur lutte pour la suprématie.

Les pressions qui poussent chacun des grands pôles de l'État Elargi à prendre en compte des facteurs externes, y compris les autres pôles, conduisent à des formes de planification polycentriques qui réduisent la cohésion interne des classes capitalistes. Hypocrites ou ignorants, les néolibéraux font l'apologie d'un marché concurrentiel inexistant ; leur discours sert uniquement à justifier une planification fondée sur une multiplicité de centres de pouvoir. Et les pressions pour forcer les entreprises à prendre en compte les aspects sociaux se traduisent par une expansion de leur pouvoir direct. Face à cette réorganisation de l'État, la gauche n'est pas toujours restée prisonnière de ses archaïsmes. Certains des secteurs modernes de la gauche revendiquent, par exemple, une expansion de la «citoyenneté» car ils ont compris que l'ancienne sphère du politique a été repoussée au second plan par le développement des unités économiques. Exiger de cet État Elargi l'octroi de nouvelles formes de citoyenneté revient, en fin de compte, à reconnaître le pouvoir politique des grandes entreprises. Mais, jusqu'à présent, la gauche officielle n'a-t-elle pas surtout servi à légitimer les formes successives adoptées par l'État capitaliste ?

* *

Nous sommes entrés dans une nouvelle phase du mouvement anticapitaliste, résultant d'une transformation organique de la classe ouvrière. En intensifiant l'exploitation de la composante intellectuelle du travail, le capitalisme lui-même stimule la capacité de décision des travailleurs ; il invalide et rend inutile le système hautement hiérarchique qui régissait les anciennes organisations ouvrières. D'autre part, en élargissant le champ de l'exploitation à travers la prolétarianisation de nombreuses catégories professionnelles, le capitalisme approfondit l'hétérogénéité culturelle au sein de la classe ouvrière, hétérogénéité que seule une nouvelle et longue période de lutte permettra de surmonter.

De même que l'existence de classes sociales implique des liens entre elles et un antagonisme réciproque, le stade actuel résulte également d'une transformation organique des classes capitalistes, due à la refonte des systèmes de pouvoir.

Dans cette situation, les cadres théoriques existants ne sont plus valables et de nouveaux cadres de pensée ne sont pas encore apparus. Le marxisme nous a légué une contribution décisive: la critique de l'exploitation à travers le modèle de la plus-value. Mais pour la reformuler, il faudra l'apparition d'une nouvelle génération, qui n'aura pas été formée dans des moules vieillots. Pour le moment, tout se passe dans les couches les plus profondes du mouvement social, en dehors de l'accès aux véhicules du savoir.

João Bernardo (1991)

[Cet article, publié dans le numéro 43 de la revue *Educação & Sociedade*, année XIII, a été édité en réalité en 1993. Il reprend les grandes lignes des cours que j'ai donnés de septembre à novembre 1991 aux facultés d'éducation de l'Université fédérale du Minas Gerais, à Belo Horizonte ; à l'Université de l'Etat d'Amazonas, à Manaus; et l'Université de São Paulo. J'ai pris soin que certaines des questions soulevées au cours des discussions soient abordées dans ce texte.]

* ANNEXE 1 : Etat Restreint et Etat Elargi

«[...] l'Etat Restreint désigne l'ensemble des institutions qui composent le gouvernement, le Parlement et les tribunaux, c'est-à-dire les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Habituellement, on regroupe ces trois pouvoirs sous le simple nom d'Etat et, pour la majorité des gens, cela désigne l'appareil d'Etat. Pourquoi considérer cet Etat comme restreint ? Et pourquoi penser qu'il existe dans l'appareil global de l'Etat, une autre sphère d'activité, plus ample ?

Pour tout ce qui concerne l'organisation interne des entreprises, patrons et gestionnaires choisissent des systèmes d'administration et organisent la force de travail, ce qui constitue une forme de pouvoir législatif. De plus, ils établissent des hiérarchies, définissent l'amplitude des décisions qu'il est possible de prendre à chaque échelon et imposent des normes de travail, ce qui constitue une forme de pouvoir exécutif. Enfin, les propriétaires des entreprises ou leurs administrateurs évaluent les tâches accomplies par chaque travailleur, en accordant des primes de productivité ou en imposant des amendes ou d'autres types de sanction, y compris le licenciement, ce qui constitue une forme de pouvoir judiciaire. Et ils le font dans une sphère en grande partie étrangère aux conditionnements imposés par l'Etat Restreint.

Le gouvernement, le Parlement et les tribunaux reconnaissent aux propriétaires privés et aux bureaucrates gestionnaires une énorme latitude dans l'administration, la direction et la pénalisation de la force de travail, leur attribuant par conséquent une véritable souveraineté. Tout exercice d'un pouvoir souverain est, en soi, une activité politique. Donc, si l'organisation de l'économie est, elle-même, directement, un pouvoir politique, alors son éventail d'action est extrêmement vaste. C'est pourquoi je l'appelle l'Etat Elargi. D'ailleurs, au cours des dernières décennies, avec l'intervention croissante des entreprises dans les aspects les plus variés de la vie sociale, le caractère ample de cet Etat a beaucoup augmenté. L'Etat capitaliste a toujours résulté d'une association entre l'Etat Elargi et l'Etat Restreint.»

(Extrait du chapitre 1 de *Transnationalisation du capital et fragmentation du prolétariat*, intitulé «Etat Restreint, Etat Elargi et corporatisme» <http://mondialisme.org/spip.php?article313>)

* ANNEXE 2 : Les Conditions générales de production selon João Bernardo

Pour l'auteur, les Conditions générales de production recouvrent :

1) les **Conditions générales de production et reproduction de force de travail** : les crèches et les établissements d'enseignement destinés à former les nouvelles générations de travailleurs ; les infrastructures sanitaires et les hôpitaux ; plus généralement le milieu social, donc le cadre urbain et l'urbanisme au sens large ;

2) les **Conditions générales permettant la réalisation sociale de l'exploitation** afin que le processus de travail aboutisse à la production de plus-value ; les travailleurs sont dépossédés de la possibilité de reproduire et de former de façon indépendante leur force de travail ; ils sont également dépossédés des produits qu'ils créent ; et ils sont tenus à l'écart de l'organisation du processus de travail. C'est le rôle des institutions répressives.

3) les **Conditions générales d'opérabilité du processus de travail**. Ces conditions permettent l'existence matérielle du processus de travail, défini comme processus d'exploitation. Sous le capitalisme, l'exploitation économique des travailleurs requiert des moyens technologiques qui ont une double fonction : ils éloignent les travailleurs de la gestion de la production, et ils mettent à la disposition des capitalistes les moyens d'effectuer cette gestion. Cela inclut les centres de recherche, à la fois théorique et appliquée, à travers lesquels les capitalistes réalisent et reproduisent leur contrôle sur la technologie, en excluant les travailleurs ; mais aussi les différentes formes de captation, de transmission et de stockage des informations qui assurent aux capitalistes le contrôle des mécanismes de décision et leur permettent d'imposer à la force de travail les limites strictes entre lesquelles elle peut exprimer son opinion ou prendre des décisions concernant les processus de fabrication ;

4) les **Conditions générales d'exploitation des unités de production**. Cela désigne les infrastructures, notamment les réseaux de production et de distribution d'énergie ; les réseaux de communication et de transport ; les systèmes de distribution de l'eau et d'élimination des eaux usées et, en général, la collecte des ordures ; la création, la préparation et le conditionnement d'espaces ou d'installations physiques, et l'environnement où les processus de production sont installés ;

5) les **Conditions générales d'opérabilité du marché**. Il s'agit des systèmes de transmission, de croisement et de comparaison des informations permettant l'établissement de relations entre producteurs et consommateurs ; des réseaux de transport et de stockage des produits dont la consommation n'est pas immédiate dans la mesure ils résultent de plusieurs lignes de production ;

6) les **Conditions générales de réalisation sociale du marché**. Elles permettent principalement de stimuler la consommation de certains biens spécifiques produits par certaines entreprises. Elles déterminent un certain mode de vie, l'acquisition de certains biens ou même la consommation en général. La publicité et certains aspects de l'éducation jouent ici un rôle.

Source de ce résumé : João Bernardo, *Economia dos conflitos sociais*, 1991, pp. 159-161 (disponible en ligne).

* **LIVRES** (en français) de João Bernardo ou contenant des articles de cet auteur:

– *Contre l'écologie*, Editions NPNF, 2017

– *De retour en Afrique. Des révoltes d'esclaves au panafricanisme* (écrit avec Manolo), Editions NPNF, 2018

– Loren Goldner, João Bernardo et Adolph Reed Jr., *La gauche identitaire contre la classe* (Editions NPNF, 2016), recueil d'articles

– **ARTICLES** de João Bernardo, disponibles en français **sur les sites mondialisme.org et npnf.eu**

– Après le marxisme, le déluge ? (1991)

– Post-Post : si notre société est tellement enthousiasmante, pourquoi tant d'apathie ? (1994)

– Nazisme et nature (2007) ;

– Sept thèses sur la crise actuelle (2008)

– Classe ouvrière... ou travailleurs fragmentés ? (2008)

– Lutte des classes ou ressentiment ? Il faut choisir (2009)

– Socialisme de la misère, socialisme de l'abondance (2011)

– Point final. Un manifeste (2012)

– Le mythe de la nature (2012) :

1. La mythification de la paysannerie ;

2. Agriculture familiale et fascisme italien ;

3. L'agriculture familiale et le nazisme

– Post-scriptum : contre l'écologie (2013)

1. La racine d'un débat ;

2. Le lieu commun de notre époque ;

3. L'hostilité contre la civilisation urbaine ;

4. L'agro-écologie et la plus-value absolue

5. Georgescu-Roegen et la décroissance ;

6. Malthus, théoricien de la croissance ;

7. Les limites de la croissance ou une croissance sans limites ;

8. Opportunités d'investissement et aggravation de l'exploitation

– Manifeste sur la gauche et les gauches. Pour quelle raison la gauche actuelle continue-t-elle à utiliser ce nom ? (2014)

– Il est impossible d'unir l'identité et la classe (2016)

– Classe/Identité (2019)

– Le postmodernisme et le culte des identités seront-ils le fascisme de notre époque ? (2019)

LIVRES EN PORTUGAIS

• (1975). *Para uma Teoria do Modo de Produção Comunista*. Porto: *Afrontamento*

• (1977). *Marx Crítico de Marx*. Porto: *Afrontamento* (3 vols.)

• (1977). *Luta de Classes na China*. Lisboa: [s.n.]

• (1979). *O Inimigo Oculto. Ensaio Sobre a Luta de Classes/Manifesto Anti-Ecológico*. Porto: *Afrontamento*

• (1987). *Capital, Sindicatos, Gestores*. São Paulo: *Vértice*

• (1990). *Crise da Economia Soviética*. Coimbra: *Fora do Texto* (2^a ed. Aparecida de Goiânia: Escultura, 2017)

- (1991). *Economia dos Conflitos Sociais 1ª ed.* São Paulo/Porto: Cortez/Afrontamento (2ª ed. São Paulo: Expressão Popular, 2009; 3ª ed. Lisboa: Edição do Autor, 2015)
- (1991). *Dialéctica da Prática e da Ideologia.* São Paulo/Porto: Cortez/Afrontamento
- *Poder e Dinheiro: do Poder Pessoal ao Estado Impessoal no Regime Senhorial, Séculos V-XV.* Porto: Afrontamento (3 vols.: 1995, 1997, 2002)
- (1998). *Estado: a Silenciosa Multiplicação do Poder.* São Paulo: Cortez
- (2000). *Transnacionalização do Capital e Fragmentação dos Trabalhadores: Ainda Há Lugar Para os Sindicatos?.* São Paulo: Boitempo
- (2003). *Labirintos do Fascismo: Na Encruzilhada da Ordem e da Revolta.* Porto: Afrontamento (2ª ed. Lisboa: Edição do Autor, 2015)
- (2004). *Democracia Totalitária: Teoria e Prática da Empresa Soberana.* São Paulo: Cortez
- *Pereira, Luciano (2008). Capitalismo Sindical.* São Paulo: Xamã (São Paulo: Xamã, 2008)
- (2013). *A Sociedade Burguesa de Um e Outro Lado do Espelho / Os Sentidos das Palavras.* Lisboa: Edição do autor
- (2019). *Era um mundo - Libertar-se do mundo morto.* Paris: Vosstanie Editions ([PDF](#))